

une usine ou une terre, il emprunte des capitaux moyennant intérêt, et il engage des ouvriers moyennant salaire. C'est lui qui conçoit, qui dirige l'entreprise, qui en est l'âme; lui seul prévoit, pourvoit et garantit ses collaborateurs contre les infidélités de la fortune. Tous les risques sont à son compte, et aussi tous les profits. Si les capitalistes prêteurs, si les salariés courent des risques, ce n'est qu'après lui, après épuisement de son capital propre.

Dans l'association en commandite, le rôle de l'entrepreneur est changé. Un capitaliste vient au partage des profits, mais il vient en même temps au partage des risques : il est exposé à ne recevoir aucun intérêt de son capital et même à le perdre, exactement comme l'entrepreneur lui-même.

Dans l'association ouvrière, telle que nous l'avons vue fonctionner en ces derniers temps, les salariés viennent au partage des profits et aussi au partage des risques de la même manière que des commanditaires. Leur contrat, du reste, constitue une véritable commandite, puisqu'ils se contentent d'un salaire inférieur au taux courant et avancent ainsi tout le capital que représente la différence, lequel reste exposé aux risques de l'entreprise.

Le profit, on le voit, est très distinct, même dans la pratique, du salaire propre de l'entrepreneur. Les statuts de presque toutes les sociétés anonymes ou en commandite confondent le salaire des gérants ou des directeurs avec ceux des autres employés, et l'intérêt des capitaux engagés par ces mêmes gérants ou directeurs avec celui des capitaux fournis par les autres actionnaires. Après paiement des salaires d'une part, de l'intérêt de l'autre part, on vient au partage des profits. Les bases de ce partage sont variables, suivant les conditions arrêtées dans la rédaction des statuts : tantôt on partage au prorata des capitaux fournis, tantôt, et plus souvent, les gérants ou directeurs obtiennent pour leurs services personnels une part distincte de celle qui leur revient comme actionnaires; mais le profit lui-même est éventuel et ne peut être confondu, ni avec l'intérêt des capitaux, ni avec le salaire.

L'entrepreneur peut percevoir à la fois sous le nom de profits l'intérêt de ses capitaux, le prix de son travail et de son habileté et la compensation des risques courus; mais comme l'intérêt et le salaire ont un nom particulier, il vaut mieux réserver celui de *profit* à l'élément variable et éventuel, au prix du risque encouru, que de le confondre sous le même nom, comme l'a fait Mill, après les avoir soigneusement distingués par l'analyse.

Il n'y a point de travail sans risque; il n'y a point de succès industriel sans profit, en outre des salaires et de l'intérêt des capitaux. Toutes les causes générales qui tendent à la prospérité commerciale et industrielle tendent à l'accroissement des profits.

En général, les profits sont en raison de l'intelligence des entrepreneurs et des conditions favorables ou défavorables dans lesquelles ceux-ci opèrent. Bien que, dans une entreprise donnée, les profits soient d'autant plus grands que l'intérêt et les salaires prennent dans le produit une moindre

part, on ne peut pas dire que l'abaissement des salaires ou de l'intérêt soit une condition favorable pour la réalisation de grands profits. Le plus souvent les salaires et l'intérêt haussent en même temps que les profits, en raison des emplois utiles de travail et de capitaux découverts par les entrepreneurs. Les salaires, l'intérêt et le profit ne sont pas des antagonistes; ce sont des associés unis par un lien intime, indissoluble, qui, par la nature même des choses, prospèrent ou souffrent presque toujours en même temps et par les mêmes causes.

Toute maison de commerce ou d'industrie a sur ses livres un chapitre « Profits et pertes, » et ce n'est pas sans raison : ces deux termes sont corrélatifs. Ils expriment l'un et l'autre une différence entre la somme des frais de production et la somme des valeurs produites, l'accroissement ou la diminution de la puissance productive de la maison.

Les sociétés ont aussi, comme les particuliers, leur chapitre de « Profits et pertes. » Pour elles, il y a profit, c'est-à-dire accroissement de richesse, toutes les fois que la somme des capitaux produits excède celle des capitaux consommés : il y a perte dans le cas contraire. Il n'y a pour elles aucune distinction d'intérêt ou de salaire ou de loyer, d'épargne ou de travail : une seule chose importe, c'est le résultat final, la différence de la somme des capitaux consommés et des capitaux produits, l'accroissement ou la diminution de la richesse.

En donnant au mot profit, dans la science, la même acception que dans la langue ordinaire, on a l'avantage de désigner d'une manière précise et intelligible un phénomène économique important et digne d'observation. On réserverait le mot *revenu* à la désignation générique de la part qui revient à chaque agent de la production, soit à titre de loyer et d'intérêt, soit à titre de salaire, soit à titre de profit. La nomenclature serait à la fois plus complète, plus exacte et plus facilement intelligible. COURCELLE SENEUIL.

PROGRÈS INDUSTRIELS. Cette expression doit s'entendre, en Économie politique, de l'amélioration de toutes les conditions d'où dépendent la puissance et la fécondité de nos travaux.

Pour apprécier justement la grandeur des résultats que nous devons aux progrès industriels, aussi bien que pour distinguer sûrement les caractères généraux qui leur sont propres, il convient de se reporter par la pensée à la situation primitive des hommes, et de fixer un moment l'attention sur les principales conquêtes industrielles qui, dans la suite des siècles, les ont graduellement amenés à l'état actuel.

L'immense assemblage de matières et de forces diverses, d'êtres organisés et vivants, dont se compose la création terrestre, n'était pas, dès l'origine des choses, plus particulièrement approprié à notre existence qu'à celle de la plupart des autres êtres animés; mais nous avons reçu de plus que ces derniers la faculté de modifier profondément, de compléter, en quelque sorte, en vue de nos besoins, la création primitive, et c'est par là seulement que ce monde est véritablement devenu le domaine de l'humanité.

C'est aux développements successifs de cette

faculté, trop peu admirée, que nous devons tous les moyens d'existence et de bien-être accumulés par notre race et qui lui ont permis de se multiplier mille fois plus qu'elle n'aurait pu le faire en se bornant à vivre des productions spontanées de la nature; c'est par elle que nous sommes parvenus à changer complètement, dans notre intérêt, les proportions originaires des différentes espèces d'êtres vivants : à substituer aux forêts et aux plantes diverses dont une grande partie de la terre était couverte, sans préférence aucune pour nos convenances, les végétaux qui peuvent le mieux nous servir; à empêcher le développement de nombreuses espèces d'animaux nuisibles, et à maîtriser, puis à multiplier à volonté toutes celles de nature à nous être utiles. C'est encore par les applications de plus en plus étendues de cette puissante faculté que nous sommes parvenus à fertiliser de grands espaces stériles, à dessécher de nombreux marais, à assainir le sol, à donner aux cours d'eau la mission de féconder nos cultures, de mouvoir nos machines, de nous transporter nous et nos produits; à extraire du sein de la terre les métaux d'abord informes qui deviennent les instruments de nos travaux et de nos échanges, la houille qui alimente nos foyers et nos usines, et dont nous tirons le gaz inflammable qui nous éclaire pendant les nuits; à arracher aux flancs des montagnes ou des rochers ces millions d'édifices, de palais, de temples, de villes, de routes, de canaux, etc., qui font l'orgueil de la civilisation; à découvrir dans la vapeur comprimée l'un de nos plus puissants auxiliaires naturels; à faire des mers et des vents l'un des grands moyens de communication entre les populations dispersées sur le globe; à trouver dans la force magnétique le guide qui nous conduit à travers l'immensité de l'Océan; enfin, et pour terminer en rappelant l'une de nos conquêtes récentes les plus brillantes, à faire de cette autre force mystérieuse que nous nommons l'*électricité* le prodigieux messenger qui transmet instantanément notre pensée à des milliers de lieues de distance.

La faculté qui a déjà su tirer du monde merveilleux qu'elle a mission d'exploiter, de si admirables résultats, et qui peut-être est appelée à en obtenir de plus étonnants encore, est celle que désigne, en Économie politique, le mot *INDUSTRIE*. Nous devons donc admettre comme *progrès industriels* tout ce qui accroît la puissance et la fécondité de cette faculté, tout ce qui contribue à augmenter la masse ou l'importance des *UTILITÉS* de toute espèce qui sont le but de son action, l'aliment de nos besoins, et la base essentielle de l'amélioration et de la diffusion de la vie humaine.

Il résulte de là que les progrès industriels peuvent se manifester dans tous les travaux *utiles*, sans aucune exception; dans ceux du savant, de l'homme d'État, du magistrat, de l'ecclésiastique, de l'artiste, du littérateur, aussi bien que dans ceux du cultivateur, du manufacturier ou du commerçant. Les premiers, en effet, travaillent, ou du moins peuvent travailler au développement et à l'amélioration de nos facultés intellectuelles et morales, si étroitement liées à nos facultés industrielles que celles-ci s'élèvent ou s'abaissent néces-

sairement avec les premières. Ainsi les travaux du savant, en étendant nos connaissances sur la nature et les propriétés des objets soumis à notre action, augmentent bien évidemment la puissance virtuelle de l'industrie, et ce sont en général les travaux de cet ordre qui nous mettent sur la voie des progrès industriels les plus considérables; les travaux de l'homme d'État, du magistrat, ont pour objet rationnel de nous former à la vie sociale, de protéger la personne, la liberté et les biens de chacun, contre les violences ou les atteintes qui pourraient leur être portées, et de donner ainsi à tous la sécurité, sans laquelle l'industrie serait bientôt frappée de stérilité; les travaux de l'ecclésiastique, du moraliste, peuvent, s'ils sont bien entendus, concourir aux mêmes résultats, en ajoutant à la force de l'autorité, qu'emploient le législateur ou le magistrat, celle de la persuasion; ils peuvent, en outre, répandre sur la vie des consolations et des espérances, qui sont des utilités d'un ordre supérieur, et ils pourraient encore influencer sur nos passions et nos habitudes, en nous éclairant sur leurs conséquences de la manière la plus favorable à la fécondité de nos facultés industrielles; enfin, les travaux de l'artiste et du littérateur peuvent aussi concourir aux mêmes résultats, en cultivant et épurant notre imagination, nos facultés affectives, en nous inspirant le goût du beau et du bien. Il est vrai que ces différents ordres de travaux n'ont pas toujours les tendances que nous venons de leur assigner, et qu'au lieu de contribuer à l'amélioration de nos facultés intellectuelles et morales, ils ont souvent pour effet, sinon pour objet, de les altérer et de les dégrader; mais ce ne sont plus, dans ce cas, des travaux utiles, et, loin de concourir aux progrès industriels, ils constituent alors de puissants obstacles à ces progrès.

Le premier besoin de toutes les espèces animées est celui de l'alimentation : tant que les hommes se bornent à vivre de chasse, de pêche ou des rares végétaux alimentaires que la terre produit sans culture, leur existence est misérable et peu supérieure à celle des animaux; leurs besoins sont restreints comme leur industrie, et néanmoins il leur faut occuper, pour vivre ainsi de la manière la plus chétive, plus d'une lieue carrée de terrains fertiles par individu. Un premier progrès a lieu lorsque, renonçant à poursuivre leur proie dans les forêts ou dans les eaux, ils s'avisent d'assurer leur nourriture en s'emparant des animaux qu'ils peuvent le mieux asservir, et en en formant des troupeaux qu'ils entretiennent en parcourant successivement les pâturages que la terre inculte peut offrir. Mais ce moyen de pourvoir au besoin d'alimentation exige encore l'occupation d'espaces immenses pour une population bornée, et, dans une telle situation, les besoins et l'industrie restent toujours étroitement limités. Le progrès industriel le plus important s'accomplit lorsque les populations, reconnaissant qu'elles peuvent, par la culture, substituer des végétaux alimentaires à ceux qui n'ont pas cette qualité, se déterminent à passer de la vie sauvage ou pastorale à la vie agricole.

Arrivée à ce dernier degré de développement, l'industrie est en possession du plus puissant

moyen qui lui ait été donné pour améliorer et propager la vie humaine : l'agriculture parvenant bientôt à produire une quantité de subsistances fort supérieure à celle nécessaire pour l'alimentation des cultivateurs, la population s'accroît, et une partie peut s'appliquer à d'autres travaux ; dès lors, les besoins s'étendent progressivement et la nourriture, le logement, l'ameublement, le vêtement, le chauffage, les besoins d'outils et de machines de toute espèce, ceux de communication et de transport, etc., mettent en activité des masses de travailleurs divisées en séries correspondantes à chaque classe particulière de besoins, puis subdivisées en une multitude de professions diverses formant l'occupation spéciale de ceux qui les exercent. Cette spécialisation des travaux augmentant rapidement les forces de l'industrie, les richesses s'accroissent, et, à mesure que leur masse s'accroît, les populations trouvent plus de facilité à en créer de nouvelles ; c'est alors que des classes nombreuses peuvent être dispensées des travaux matériels et appliquer leur activité à la culture, au perfectionnement des facultés humaines. Ce dernier ordre de travaux n'est pas moins nécessaire que tous les autres à la continuation des progrès industriels, car les obstacles à ces progrès se manifestent autant dans l'imperfection de nos facultés morales, dans les mauvaises directions de nos passions, dans les violences que nous sommes trop souvent portés à exercer les uns contre les autres, que dans les choses sur lesquelles nous agissons.

Dans l'état actuel des populations civilisées, les conditions générales les plus nécessaires ou les plus favorables aux progrès industriels paraissent consister :

- 1° Dans la sécurité, qui comprend le maintien de la paix et la garantie aussi complète que possible des propriétés ;
- 2° Dans la spécialisation des occupations ;
- 3° Dans l'abondance des capitaux ;
- 4° Dans la liberté des travaux et des transactions.

Il serait inutile d'insister longuement sur les rapports qui lient intimement les progrès industriels à la sécurité ; aux époques d'agitation, de troubles, de guerres, une multitude d'activités qui pourraient contribuer à ces progrès ne s'occupent, au contraire, que de ce qui peut leur nuire et les arrêter ; et celles qui ne participent pas directement aux actes nuisibles, généralement affaiblies par l'anxiété, par l'incertitude de l'avenir, perdent considérablement de leur énergie et de leur fécondité. L'expérience de tous les temps prouve d'ailleurs que les époques les plus fécondes en progrès industriels ont toujours été celles où la sécurité et la paix paraissent le mieux assurées. Ce n'est pas que grâce au hasard, ou aux efforts de quelques hommes de génie, des découvertes importantes et destinées à accroître considérablement la puissance de l'industrie n'aient pu avoir lieu dans les temps de désordres et de violences, mais évidemment ce n'est pas cette situation qui les a fait surgir, et ce n'est d'ailleurs qu'après le rétablissement du calme et de la sécurité qu'on a pu en tirer tous les avantages qu'elles comportaient.

La garantie de la propriété est la condition indispensable des progrès industriels ; car ces progrès sont généralement le résultat d'une suite d'efforts que nul ne s'imposerait s'il ne comptait en recueillir les fruits. Sans cette garantie, l'industrie, loin de progresser, rétrograderait rapidement vers son point de départ : « Là où la propriété n'est pas garantie, dit M. Mac-Culloch, les hommes doivent nécessairement se regarder réciproquement plutôt comme des ennemis que comme des amis. Les paresseux et les imprévoyants cherchent sans relâche à s'emparer des fruits du travail des hommes sobres et laborieux ; et si le bras puissant de la loi ne les empêchait de se livrer à leurs agressions, ils deviendraient à la fois, en éloignant toute sécurité, un obstacle à l'industrie et à toute idée d'accumulation, et ils rabaisseraient ainsi toutes les classes de la société à ce niveau de misère sans espoir où ils sont tombés eux-mêmes¹. »

On peut donc être assuré que, toutes choses d'ailleurs égales, les progrès industriels seront plus rapides et plus étendus, à mesure que la propriété sera mieux garantie, non-seulement contre les atteintes illégales, mais encore contre toutes celles que la loi elle-même ou l'autorité publique peuvent lui porter.

Adam Smith, cherchant à spécifier comment la division ou plutôt la spécialisation du travail développe considérablement la puissance de l'industrie, assigne à ce résultat trois causes principales. La première est l'accroissement de l'habileté et de la dextérité, qui résulte pour les ouvriers de la répétition constante d'une même opération ; la seconde est l'épargne du temps que l'on perd inévitablement dans les travaux qui ne sont pas suffisamment spécialisés, en passant d'une opération à une autre ; la troisième est la facilité que donne la spécialisation des travaux pour arriver à la découverte de machines, de moteurs naturels, qui puissent épargner le travail humain. C'est surtout par ce dernier avantage que la division des travaux contribue puissamment aux progrès industriels ; en concentrant l'attention de chaque travailleur sur des opérations réduites à leurs éléments les plus simples, elle a mis sur la voie d'une multitude d'inventions et de découvertes. « Ce serait une erreur de supposer, comme on l'a fait souvent, dit encore M. Mac-Culloch, que la division du travail n'aiguise et ne perfectionne l'esprit d'invention que chez les ouvriers et les artisans. A mesure qu'une société fait des progrès, l'étude des branches diverses de la science et de la philosophie devient l'occupation principale ou exclusive des hommes les plus intelligents, et chacun d'eux, concentrant ses recherches et ses méditations sur une branche spéciale de connaissances, arrive à un degré de perfection ou d'expérience auquel ne parvient jamais ou rarement celui qui s'occupe de toutes les sciences². »

La possibilité de spécialiser les travaux dépend évidemment de la faculté d'échanger ; sans cette faculté, chacun de nous serait obligé de produire lui-même tous les objets de ses divers besoins ;

¹ *Principes d'Économie politique*, t. 1, p. 84.

² *Ibid.*, t. 1, p. 400.

on peut donc affirmer que tout ce qui étend la faculté d'échanger permet de spécialiser davantage les travaux, et contribue par conséquent aux progrès industriels qui dépendent de cette spécialisation.

Il est facile de concevoir comment ces progrès sont favorisés par l'abondance des capitaux : sans outils ou machines, sans matériaux, sans provisions résultant de travaux antérieurs, l'industrie la plus perfectionnée pourrait peu de chose; ce n'est que par l'accumulation successive de ces divers capitaux qu'elle est devenue puissante, et son pouvoir s'étend nécessairement, en même temps qu'ils se multiplient. Qu'il s'agisse, par exemple, de mettre en culture des contrées lointaines et inhabitées : si ceux qui se vouent à une telle entreprise veulent y procéder avec leurs mains seulement, ils ne tarderont pas à périr de misère, quelque industrieux qu'ils puissent être; mais s'ils arrivent sur les lieux, abondamment fournis de tous les instruments nécessaires à la culture, au défrichement, aux transports; de provisions alimentaires, de bestiaux, de semences, etc., leur entreprise pourra réussir, et la réussite sera d'autant mieux assurée qu'ils pourront y consacrer plus de capitaux, qu'ils seront plus en mesure de renouveler au besoin leurs provisions, jusqu'à ce que le pays nouvellement cultivé puisse y pourvoir lui-même. Pour qu'un peuple puisse établir des canaux, des chemins de fer, des machines à vapeur, des télégraphes électriques, etc., il faut d'abord qu'il possède une multitude d'usines et d'instruments nécessaires pour la préparation de tous les matériaux qui entrent dans la composition de ces établissements, ou bien qu'il les reçoive tout formés d'un autre peuple, mais en cédant en échange d'autres capitaux de même valeur; il faut ensuite qu'il soit pourvu de provisions de toute espèce, en quantité suffisante pour faire vivre tous les travailleurs pendant la durée des travaux d'établissement. Sans ces conditions, et aussi longtemps qu'il ne peut les remplir, il doit se résigner à rester privé de ces puissants moyens de progrès et de civilisation.

Nous avons rangé parmi les conditions générales les plus nécessaires ou les plus favorables aux progrès industriels la liberté des travaux et des transactions. Par cette liberté, en effet, toutes les activités se trouvent engagées dans les carrières où il est probable qu'elles pourront s'exercer le plus fructueusement, parce que chacun a pu choisir celle qui lui a paru convenir le mieux à sa position et à ses aptitudes particulières; d'un autre côté, chacun est porté, par toute la force de l'intérêt personnel, à multiplier et à perfectionner, dans la carrière qu'il a choisie, les services qu'il peut rendre aux autres; car, avec une entière liberté de transactions, la récompense qu'il peut obtenir est nécessairement proportionnée à la quantité ou à la valeur de ses services, telle qu'elle résulte des libres appréciations qu'en font les intéressés. Il est donc à croire que, plus cette liberté sera étendue pour tous, et plus les efforts qui poussent aux progrès industriels seront universels, persévérants et féconds. C'est du reste ce que confirme pleinement l'expérience; car l'histoire des développements de l'industrie la montre

plus puissante à mesure que chacun devient plus libre de choisir sa profession, de l'exercer comme il l'entend, sous la seule condition de respecter la liberté et la propriété d'autrui, et de disposer à son gré des produits qu'il obtient. De nos jours on peut mesurer la puissance industrielle des diverses nations par l'étendue de la liberté assurée à leurs travaux. Les plus progressives sont celles qui ont le mieux su garantir à chacun la libre disposition de ses facultés utiles et de ce qu'elles produisent; les moins avancées sont celles où cette liberté est le plus restreinte, où les travaux et les transactions sont le plus dominés, le plus réglementés, le plus régis par l'autorité publique.

Nous avons déjà rappelé que la faculté de diviser les travaux était étroitement liée à celle d'échanger; et qu'en restreignant celle-ci, on crée en même temps des obstacles aux progrès industriels qui dépendent de la première. Nous ferons observer ici que, le jour où les populations industrielles auront supprimé ou fortement atténué les obstacles législatifs opposés aux échanges internationaux, elles auront ouvert la voie à d'immenses progrès industriels; car ces obstacles obligent chaque nation à consacrer une partie de son activité à des travaux qui, chez elle, sont moins favorisés par les circonstances naturelles qu'ils ne le sont chez d'autres, et à restreindre, dans les limites de ce qu'elle peut consommer, l'exploitation des avantages spéciaux du pays qu'elle occupe, ce qui constitue un véritable gaspillage des dons de la Providence.

Les progrès industriels s'accomplissent rarement sans entraîner quelques souffrances partielles; car ils consistent presque toujours dans un moyen nouveau et plus parfait de donner satisfaction à certaines classes de besoins qui auparavant étaient servis par d'autres procédés. Or les facultés industrielles engagées dans les procédés abandonnés ne sauraient toujours trouver immédiatement à s'appliquer à d'autres emplois: il y a donc souffrance plus ou moins intense et plus ou moins durable pour tous ceux dont l'industrie spéciale est ainsi rendue inapplicable, et qui sont obligés de changer de profession. C'est là un inconvénient malheureusement inévitable de la marche graduelle de l'industrie.

A. CLÉMENT.

PROHIBITIONS. Le système protecteur a pour unique principe et pour principal moyen d'action l'entrave aux échanges avec les peuples étrangers. Des droits de douane même modérés, en renchérissant les objets qui viennent du dehors, sont déjà, dans une certaine mesure, une protection, ou du moins un avantage pour les producteurs des mêmes articles à l'intérieur. Des droits assez élevés pour arrêter complètement l'importation débarrassent encore mieux les producteurs du dedans d'une concurrence qui les importunerait; mais la prohibition est l'expression plus franche, et l'on peut dire plus brutale du système. La douane n'est plus alors une institution chargée de lever sur le commerce une quote-part d'impôts pour subvenir aux besoins généraux du pays; ce n'est plus qu'une armée entretenue à grands frais pour croiser la haïonnette contre les produits que les consommateurs auraient avantage à tirer du dehors. Le monopole du marché est ainsi réservé aux produc-